

### *I Marche des affaires sociales de l'exercice 2013*

Conformément aux dispositions réglementaires, la description de la marche des affaires sociales concernant l'exercice 2013 figure dans le rapport de gestion de l'exercice 2013.

### *II. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale*

Nous vous avons réunis en assemblée générale afin de soumettre à votre approbation des décisions qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire, d'une part, et extraordinaire, d'autre part.

Vous êtes donc appelés à statuer sur l'ordre du jour suivant

#### *A. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire*

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
3. Affectation des résultats,
4. Quitus à donner aux administrateurs
5. Approbation d'une convention réglementée,
6. Approbation d'une convention réglementée
7. Autorisation d'opérer sur les actions de la Société,

*Les trois premières résolutions se rapportent à l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'année 2013 et à l'affectation du bénéfice en résultant. Les comptes sociaux font apparaître un bénéfice qui s'élève à 597.478 euros, et les comptes consolidés un bénéfice net de 1.021.944 euros. Par la 4<sup>ème</sup> résolution, il vous est demandé de donner quitus aux administrateurs pour leur gestion et l'exercice de leur fonction.*

*Nous vous proposons d'approuver les opérations reflétées par le compte de résultat et le bilan de la Société qui vous sont soumis, puis de statuer sur l'affectation du bénéfice de 597.478 euros au report à nouveau, qui serait ainsi porté de - 16.714.782 euros à - 16.117.304 euros, et de donner quitus aux administrateurs pour l'exercice de leur fonction au titre de l'année 2013.*

La **1<sup>ère</sup> résolution** concerne l'approbation des comptes annuels de la Société qui font apparaître un bénéfice de 597.478 euros.

Il est demandé à l'Assemblée d'approuver les comptes annuels de la Société qui font apparaître un bénéfice de 597.478 euros.

La **2<sup>ème</sup> résolution** concerne l'approbation des comptes consolidés de la Société qui font apparaître un bénéfice de 1.021.944 euros.

Il est demandé à l'Assemblée d'approuver les comptes consolidés de la Société qui font apparaître un bénéfice de 1.021.944 euros.

La **3<sup>ème</sup> résolution** concerne l'affectation du résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 597.478 euros, au report à nouveau, qui serait ainsi porté de – 16.714.782 euros à – 16.117.304 euros.

Il est demandé à l'Assemblée d'approuver l'affectation du résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 597.478 euros, au report à nouveau, qui serait ainsi porté de – 16.714.782 euros à – 16.117.304 euros.

La **4<sup>ème</sup> résolution** concerne le quitus à donner aux administrateurs s'agissant de leurs fonctions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il est demandé à l'Assemblée de donner quitus aux administrateurs pour leur gestion.

La **5<sup>ème</sup> résolution** a pour objet de faire valider par l'Assemblée Générale :

- le renouvellement de la convention d'assistance entre VALTECH SA et SKYJET Ltd jusqu'au 30 mars 2015 pour des honoraires qui pourront varier entre 543.750 et 720.000€,

- sa modification par avenant prévoyant des honoraires exceptionnels de 195.000 €, telle qu'approuvée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 31 octobre 2013 ;

- Les honoraires réglés en 2013 :

- 345.000 € d'honoraire fixe
- et de 195.000 € à titre d'honoraire exceptionnel

- et la fixation des honoraires variables au titre de l'année 2013 à un montant de 226.000 €, par le Conseil lors de sa réunion du 28 janvier 2014

A titre de rappel, les honoraires variables fixés au titre de l'année 2012 et réglés en 2013 avaient été approuvés par l'Assemblée du 26 avril 2013, à un montant de 168.750 euros €.

Il est donc demandé à l'Assemblée générale de valider ces différentes opérations.

La **6<sup>ème</sup> résolution** a pour objet de faire valider par l'Assemblée Générale l'attribution de 10 829 249 BSAR au prix unitaire de souscription de 0,03€, au Président Directeur Général ; tous les BSAR ont été souscrits, donnant ainsi lieu au versement d'un montant de 324.877,47 euros. Ces BSAR, qui pourront être exercés en deux fois à partir du 12 juillet 2016 et du 12 juillet 2017, donneront droit, après exercice et versement d'un montant de 2.923.897 euros, à 1.353.656 actions.

Il est demandé à l'Assemblée de valider l'attribution et la souscription de BSAR telles que décrites ci-dessus.

*Par la **7<sup>ème</sup> résolution**, il vous est proposé de procéder au renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 13 juin 2013 de faire acheter, par la Société, ses propres actions, pendant une durée de 18 mois.*

Il est demandé à l'Assemblée Ordinaires d'autoriser le Conseil d'Administration avec la faculté de subdélégation au Directeur Général, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- De la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- De l'attribution ou de la cession (avec ou sans décote) d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi (notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail) ; ou
- De l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- De la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- De l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou

- De la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- De l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur, notamment afin de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'action tel que :

- Le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, soit, à titre indicatif, au 14 mars 2014 sur 2.122.419 actions nouvelles après regroupement, étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital social ;
- Le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital de Société à la date considérée.
- Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 10€ par action nouvelle (c'est à dire après opération de regroupement) (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie).
- Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 21,22 millions d'euros.

L'autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour. Elle mettrait fin à l'autorisation précédemment donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée Générale du 13 juin 2013 dans sa 1<sup>ère</sup> résolution.

En cas de réalisation définitive de la transformation de la Société en société européenne objet de la huitième résolution ci-après, la présente délégation se poursuivra dans les mêmes conditions.

L'acquisition de ces actions pourrait être effectuée par tous moyens, en une ou plusieurs fois, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition de blocs d'actions. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société.

Tous pouvoirs seraient conférés au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente résolution, pour en préciser si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

#### *B. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire*

8. Approbation du projet de transformation et décision de la transformation de la Société en société européenne ;
9. Approbation de la dénomination sociale de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne ;
10. Approbation des statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne ;

11. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission - avec maintien du droit préférentiel de souscription d'actions ou autres titres de capital de la Société, ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses Filiales, et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
12. Délégation de compétence au conseil d'administrations en vue d'émettre des actions ordinaires et des titres financiers donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires avec offre au public ;
13. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la société et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
14. Délégation consentie au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des titres financiers donnant accès au capital dans la limite de 10%, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués d'actions ou de titres financiers de sociétés tierces en dehors d'une OPE ;
15. Limitation globale des délégations prévues aux Résolutions 11 à 14 ;
16. Autorisation au conseil d'administration, en cas d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale ;
17. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre ;
18. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires ;
19. Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ;
20. Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées ;
21. Limitation du plafond commun aux autorisations visées aux résolutions 18 à 20)
22. Délégation de pouvoirs au Conseil ;
23. Pouvoirs pour les formalités.

*Dans les 8ème, 9ème, et 10ème résolutions, il vous est demandé d'approuver la transformation de la Société de société anonyme en société européenne. En effet, la Société réalise près de 68% de son chiffre d'affaires, et concentre environ 50% de ses effectifs en Europe, avec une répartition tant de son chiffre d'affaires que de ses effectifs, en Allemagne, France, Royaume-Uni, Danemark et Suède.*

*C'est la raison pour laquelle, le Conseil d'administration de la Société a mené une réflexion afin de traduire cette dimension européenne renforcée, tant vis-à-vis de ses salariés que de ses clients, dans la forme juridique de la société. Il est ainsi proposé de faire évoluer le statut de Valtech d'une société anonyme vers une Société Européenne.*

*Cette forme sociale présente l'avantage de bénéficier d'un socle formé par un dispositif homogène et reconnu au sein de l'Union européenne. Elle facilite ainsi la création de succursales au sein de l'UE et constitue un atout dans le cadre des procédures d'appel d'offres.*

*Cette transformation a aussi pour objectif d'affirmer l'envergure européenne du groupe et son caractère international à l'égard des partenaires internationaux.*

Dans la **8ème résolution**, nous vous demandons que l'Assemblée générale, connaissance prise :

- du projet de transformation de la Société en société européenne établi par le Conseil d'administration en date du 28 janvier 2014 et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 10 mars 2014 ;

- du rapport du Conseil d'administration expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation de la Société et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les salariés de l'adoption de la forme de société européenne ;

- du rapport de Monsieur Benyamin, commissaire à la transformation, nommé par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 12 mars 2014;

Après avoir constaté que la Société remplit les conditions requises par les dispositions du Règlement CE n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne, et notamment celles visées aux articles 2§4 et 37 dudit Règlement, ainsi qu'à l'article L. 225-245-1 du Code de commerce, relatives à la transformation d'une société anonyme en société européenne;

Et après avoir pris acte que :

- la transformation de la Société en société européenne n'entraîne ni la dissolution de la Société, ni la création d'une personne morale nouvelle ;
- la durée de la Société, son objet et son siège social ne sont pas modifiés ;
- le capital de la Société reste fixé à la même somme et au même nombre d'actions ;
- la durée de l'exercice social en cours n'est pas modifiée du fait de l'adoption de la forme de société européenne et les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les statuts de la Société sous sa nouvelle forme et les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés européennes ;
- l'ensemble des autorisations et des délégations de compétence et de pouvoirs conférées au Conseil d'administration de la Société sous sa forme de Société anonyme par toutes les Assemblées générales de la Société et en vigueur au jour de l'immatriculation de la société sous la forme de Société européenne, bénéficieront automatiquement au Conseil d'administration de la Société sous sa nouvelle forme de Société européenne ;
- le mandat de chacun des Administrateurs et Commissaires aux Comptes de la Société se poursuivra dans les mêmes conditions et pour la durée restant à courir que préalablement à l'immatriculation de la Société sous la forme de Société Européenne ;
- Après avoir pris note que, conformément à l'article 12§2 du Règlement susvisé, l'immatriculation de la société européenne ne pourra intervenir que lorsque la procédure relative à l'implication des salariés, telle que prévue aux articles L. 2351-1 et suivants du Code du travail, aura pu être menée à bien, ces négociations pouvant aboutir (i) à un accord déterminant les modalités de l'implication des salariés dans la société européenne, ou (ii) à la décision, prise à une majorité renforcée, de ne pas entamer ou de clore les négociations et de se fonder sur la réglementation applicable à l'information et à la consultation dans les États membres où Valtech emploie des salariés, la société se réservant le droit, en l'absence d'accord ou de décision visée ci-dessus (ii), de ne pas appliquer les dispositions subsidiaires relatives au comité de la société européenne prévues par les articles L. 2353-1 et suivants du Code du travail et d'abandonner le projet de transformation;

Décide d'approuver la transformation de la forme sociale de la Société en société européenne (Societas Europaea) à conseil d'administration et d'approuver les termes du projet de transformation arrêté par le Conseil d'administration, et prend acte que cette transformation de la Société en société européenne prendra effet à compter de l'immatriculation de la Société sous forme de société européenne au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, qui interviendra à l'issue des négociations relatives à l'implication des salariés.

**Par la 9<sup>ème</sup> résolution,** nous vous demandons que l'Assemblée Générale décide, sous réserve de la réalisation définitive de la transformation de la Société en société européenne objet de la résolution précédente, que la

dénomination sociale de la Société sera désormais suivie ou précédée du sigle « SE » aux lieu et place du sigle « SA ».

En conséquence, l'article 3 des statuts de la Société sous forme de société européenne, tel que soumis pour approbation aux actionnaires dans la résolution qui suit, intègre ce nouveau sigle.

Par la **10<sup>ème</sup> résolution**, nous vous demandons que l'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, adopte, sous réserve de la réalisation définitive de la transformation de la Société en société européenne objet de la septième résolution ci-avant, article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne.

#### ARTICLE 1er - FORME

~~Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.~~

La Société, initialement constituée sous forme de société anonyme, a été transformée en société européenne (Societas Europaea ou « SE ») par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 25 avril 2013. Elle est régie par les dispositions communautaires et nationales en vigueur ainsi que les présents statuts.

#### ARTICLE 2 – OBJET

~~La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, en Europe et à l'extérieur de l'Europe, toutes prestations de services et distribution de produits dans le domaine informatique et toutes prestations d'analyse, de conseil en gestion, management, organisation, logistique, systèmes informatiques, ainsi que tous travaux s'y rattachant.~~

(...)

#### ARTICLE 3 – DENOMINATION

~~La dénomination de la Société est : VALTECH~~

~~Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société Anonyme Européenne » ou des initiales « SASE » et de l'indication du montant du capital social.~~

#### ARTICLE 24 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

(...)

~~Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'actions représentant 10 % au moins du capital souscrit peuvent également demander au conseil d'administration de convoquer et de fixer l'ordre du jour de l'assemblée d'actionnaires.~~

#### ARTICLE 29 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(...)

~~Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix exprimées, qui ne comprennent pas les votes blancs ou nuls dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.~~

#### ARTICLE 30 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(...)

~~L'Assemblée Générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, qui ne comprennent pas les votes blancs ou nuls dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.~~

*Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.*

#### ARTICLE 38 – TRANSFORMATION

*La Société peut se transformer en société anonyme ~~d'une autre forme~~ si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.*

(...)

*Pour assurer le financement des investissements de croissance de la Société, il vous est proposé d'accorder plusieurs délégations au Conseil d'administration, qui figurent en particulier dans les **Résolutions 11 à 17**.*

*Par la **11ème résolution**, il vous est demandé de renouveler la délégation permettant au Conseil d'émettre, avec maintien du Droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires ainsi que tous titres financiers pouvant donnant accès au capital. Cette délégation avait été donnée précédemment lors de l'assemblée générale mixte du 26 juillet 2011, et elle était restée inutilisée.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux articles L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce, qu'elle :

– délègue au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence pour décider l'émission, à titre onéreux ou gratuit, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

– décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 1,5 millions d'euros en nominal, étant précisé que ce plafond est fixé compte tenu du nominal des actions ordinaires de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires.

– décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Les créances émises pourront revêtir toute forme ou durée, être émises en toutes devises ou unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, assorties d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet de l'octroi de garanties ou sûretés, d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 50 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant (i) ne comprend pas la ou les primes de remboursement au dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par la résolution qui suit (iii) mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce. La durée des emprunts autres que ceux qui seraient représentés par des titres à durée indéterminée, ne pourra excéder 15 ans. Les titres ainsi émis pourront en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société.

Les actionnaires auraient, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le conseil

d'administration pourrait en outre instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ordinaires ou aux valeurs mobilières émises conformément aux dispositions légales.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission définie ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après ou certaines d'entre elles : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix (actionnaires ou non), ou (iii) offrir au public, en faisant publiquement appel à l'épargne, tout ou partie des titres non souscrits.

Il vous est demandé que l'assemblée générale prenne acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit et qu'elle décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes et, qu'en cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Si votre assemblée en est d'accord :

- le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis et notamment, qu'il fixe, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société et, s'agissant des titres de créances, leur éventuel rang de subordination.

- le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir - en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.

- le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 12<sup>ème</sup> résolution, il est proposé d'accorder au Conseil, pour 26 mois, la compétence de décider d'augmenter le capital social avec offre au public dans la limite de i) 1.500.000 d'euros au nominal, soit 58,4% du capital, et ii) 50 millions d'euros pour les titres financiers qui seraient des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription avec offre au public des actions ordinaires ainsi que tous titres financiers donnant accès au capital de la société.*

*Un droit de priorité est conféré aux actionnaires pendant un délai de 5 jours minimum.*

*Ces titres financiers pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, selon et conformément aux dispositions de l'article L225-148 du Code de commerce ; dans ce cas, le droit de priorité est inapplicable de droit.*

*La faculté d'émettre sans droit préférentiel de souscription permettrait au Conseil de réaliser des opérations avec une procédure allégée et dans des délais courts.*

Nous demandons que l'assemblée générale, conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-134, L.225-136, L.225-148, L228-92 et suivants du Code de commerce :

- Mette fin avec effet immédiat aux délégations de compétence conférées précédemment.
- Délégue au Conseil d'administration sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger (soit en euros, soit en toute

autre monnaie), l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public, d'actions ordinaires de la société ainsi que de tous titres financiers de quelque nature que ce soit donnant accès immédiat ou à terme au capital de la société, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation.

- serait expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Ces titres financiers pourraient notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, selon et conformément aux dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce.
- Décide que le montant nominal ou de pair des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 1,5 M d'euros (soit 58,36 % du capital à ce jour), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal ou de pair des actions supplémentaire à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits de porteurs de titres financiers donnant accès au capital social.
- Dans l'hypothèse où des titres de créances seraient émis en vertu de la présente délégation, le montant nominal maximum des titres de créances ainsi émis ne pourrait être supérieur à 50 M d'euros, ou à sa contre-valeur en devises étrangères.
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actions aux actions ordinaires et aux titres financiers à émettre, étant entendu que le Conseil d'Administration devra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité (droit de priorité), pendant un délai qui ne saurait être inférieur à cinq jours. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réduction ; étant précisé que ce Droit de Priorité ne pourra s'appliquer dans le cadre d'une offre publique d'achat.
- Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de titres financiers telles que définies ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra, à son choix dans l'ordre qu'il estimera opportun, faire l'usage des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce.
- Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la société, susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces titres financiers donnent droit.
- Décide que le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission.
- Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, fixer les conditions d'émission et de libération, constater la réalisation de l'augmentation de capital social en résultant le cas échéant, procéder à tous les ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la société et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de titres financiers donnant à terme accès au capital social, conformément aux dispositions légales et réglementaires ; procéder à toutes modifications corrélatives des statuts. En outre, le Conseil d'Administration pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous les accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées.
- Décide qu'en cas d'émission d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de la société à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange sur des titres d'une

société qui sont admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L.225-148 du Code de commerce, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec la faculté de subdélégation dans les limites fixées par la loi, à l'effet notamment de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte à verser, de constater le nombre de titres apportés à l'échange ainsi que le nombre d'actions ordinaires ou de titres financiers à créer en rémunération ; de déterminer les dates, les conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance des actions ordinaires nouvelles, ou le cas échéant, des titres financiers donnant accès au capital de la société ; d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale ou de pair ; de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « Prime d'apport », de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée.

- Décide qu'en cas d'émission de titres financiers qui seraient des titres de créance, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la société.
- Le Conseil d'Administration rendrait compte aux actionnaires de l'utilisation qui aura été faite de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L.225-100 du Code de commerce.
- La délégation ainsi conférée au Conseil d'Administration serait valable pour une durée de 26 mois à compter de ce jour.

*Dans la 13<sup>ème</sup> résolution, il vous est demandé de renouveler la 2<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2011, qui n'a pas été utilisée.*

*La délégation prévue à la 13<sup>ème</sup> résolution a pour objet l'émission d'actions ordinaires et de titres de créance aux fins de placement privé. Cette délégation emporte suppression des droits de souscriptions des actionnaires. Elle porte sur 20% du capital et 20.000.000 d'euros à titre de titres de créance (contre 10 millions précédemment) par période de 12 mois.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-135, L.225-136 et L. 228-92 du Code de commerce:

- mette fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;
- délègue au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence à l'effet de procéder, par offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, à l'émission (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires et valeurs mobilières ;
- décide, qu'en application de l'article L.225-136 alinéa 3 du Code de commerce, le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est limité à 20 % du capital social, par période de 12 mois, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires ;
- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. S'appliqueront pour leur émission, pendant leur existence et pour leur accès à des actions ordinaires, leur remboursement, leur rang de subordination ou leur amortissement, les dispositions concernant les valeurs mobilières de

même nature pouvant être émises sur le fondement de la précédente résolution. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 20 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé (i) que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par la précédente résolution (iii) mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce.

Si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'avaient pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourrait limiter le montant de l'opération dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous demandons que l'assemblée générale prenne acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Si votre assemblée en est d'accord :

- le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires, et, s'agissant des titres de créance, leur éventuel rang de subordination, étant précisé que :

A. le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

B. le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « A » ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

- le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir, ou en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.

- le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président, le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 14<sup>ème</sup> résolution, il vous est demandé de renouveler la délégation (6<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2011) non utilisée, permettant au Conseil d'émettre des actions ordinaires ou tous titres financiers donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature constitués d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de sociétés tierces. Cette délégation serait valable 26 mois.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce :

- mette fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;

- délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, les pouvoirs à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission d'actions

ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises.

Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation serait fixé à 10 % du capital de la société (tel qu'existant à la date de la présente assemblée).

Il vous est demandé que l'assemblée générale prenne acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Si votre assemblée en est d'accord le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour arrêter la liste des titres de capital ou des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

*Par la 15<sup>ème</sup> résolution, il est proposé de fixer à 2.000.000 d'euros, soit à 77,8% du capital, le montant nominal ou de pair maximum des augmentations de capital social immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les résolutions 11 à 14 et à 70.000.000 euros le montant nominal maximum des titres financiers qui seraient des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par ces résolutions.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des cinq résolutions qui précèdent, décide de fixer à 2 millions d'euros, le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, et à 70 millions d'euros, ou sa contre-valeur en devises étrangères, le montant nominal maximum des titres financiers qui seraient des titres de créances, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les résolutions 11 à 14, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions ordinaires de la société à émettre au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires.

*Par la 16<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil, en cas d'émission d'actions ou de valeur mobilières donnant accès à des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission.*

*Cette autorisation est limitée aux émissions décidées en application des résolutions 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> à 10% du capital par période de 12 mois.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce :

— autorise le conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, pour chacune des émissions décidées en application des résolutions n°12 et 13 et dans la limite de 10 % du capital de la société (tel qu'existant à la date de la présente assemblée) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :

A. Le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne des cent vingt derniers jours de bourse avec une décote de 5 % ;

B. Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, ou en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires d'une filiale, par la filiale, majorée, le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société, ou la filiale selon le cas, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « A » ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le montant nominal total d'augmentation de capital de la société résultant des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputerait sur le plafond d'augmentation de capital fixé par les résolutions qui précèdent.

Si votre assemblée en est d'accord, le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 17<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil, le cas échéant, d'augmenter la taille d'une émission qui aurait été décidée dans le cadre des 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> résolutions, en cas de sur-souscription. L'augmentation de capital complémentaire qui pourrait ainsi intervenir ne pourra excéder 15% de l'émission initiale et devra être réalisée au même prix et aux mêmes conditions.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 26 mois et serait soumise au plafond prévu à la résolution n°15.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et statuant conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

- mette fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;
- autorise, pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée, le conseil d'administration à décider, dans les trente jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, pour chacune des émissions décidées en application des 11<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> résolutions l'augmentation du nombre de titres à émettre, dans la limite de 15 % de la limite initiale, sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

Si votre assemblée en est d'accord, le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 18<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.*

*Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions, soit 7% du capital.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 18 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.*

Nous vous demandons que l'assemblée générale, statuant conformément aux articles L. 225-129, L225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce :

- délègue au conseil d'administration, pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces valeurs mobilières au profit des catégories de bénéficiaires suivantes : les membres du comité de direction de la société comprenant des administrateurs ainsi que l'ensemble du personnel de la société et de ses filiales;

- décide que le nombre global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 1,5 millions d'actions, ou tel montant inférieur fixé par la loi,
- décide que le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente délégation sera fixé sur la base du rapport établi par un expert indépendant conformément à l'article 262-1 du Règlement Général de l'AMF ;
- décide que le conseil d'administration, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation dans les conditions prévues par la loi, notamment à l'effet de :
  - décider l'augmentation de capital,
  - arrêter les caractéristiques, nature, montant et modalités de toute émission ainsi que des valeurs mobilières émises, leurs conditions de souscription ou d'exercice, le cas échéant par catégories de bénéficiaires,
  - arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories de bénéficiaires susmentionnés et le nombre de valeurs mobilières à attribuer à chacun d'eux ;
  - décider du montant de l'augmentation de capital, sur la base du rapport établi par un expert indépendant,
  - déterminer les dates et modalités de l'émission des valeurs mobilières,
  - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

Nous vous demandons que l'assemblée générale prenne acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Si votre assemblée en est d'accord, le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 19<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de renouveler la délégation (14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 14 mai 2012) permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à l'attribution gratuites d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.*

*Conformément à la loi, les attributions d'actions gratuites ne peuvent concerner les salariés ou mandataires sociaux qui détiennent plus de 10% du capital.*

*Le pourcentage maximum de cette autorisation s'élève à 7% du capital social des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.*

*Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 36 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.*

Nous vous proposons que l'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- mette fin à toutes autorisations précédentes ayant eu le même objet
- autorise le conseil d'administration à procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société, ou des sociétés dont 10% au moins du capital ou des droits de vote sont

détenus directement ou indirectement par la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre ;

- fixe le pourcentage maximal du capital social pouvant être ainsi attribué à 7 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le conseil d'administration ;
- fixe à trente-huit mois le délai pendant lequel cette autorisation peut être utilisée par le conseil d'administration ;
- fixe à deux ans la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive, mais dit que toute attribution sera définitive avant le terme de cette période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- fixe à deux ans la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires courant à compter de l'attribution définitive des actions, étant toutefois rappelé que les actions sont librement cessibles en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant à leur classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale.
- rappelle qu'à l'issue de la période d'obligation de conservation, les actions ne peuvent pas être cédées :
  - (i) dans le délai de dix séances de bourse précédant et de trois séances de bourse suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics ;
  - (ii) dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ;
- dise que le conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions mentionnées supra, les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution desdites actions ;
- dise que le Président du conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, pourront se voir attribuer des actions de la Société dans les mêmes conditions que les membres du personnel salarié, et ce dans le respect des conditions mentionnées à l'article L. 225-197-6 du même Code ;
- rappelle (i) qu'il ne pourra pas être attribué d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux détenant chacun plus de 10 % du capital social et (ii) qu'une attribution gratuite d'actions ne peut pas non plus avoir pour effet que les salariés et les mandataires sociaux détiennent chacun plus de 10 % du capital social.
- décide que tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration à l'effet de :
  - fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
  - déterminer l'identité des bénéficiaires ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
  - déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires.

Le cas échéant :

- constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer ;
- décider, le moment venu, la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves,

- primes ou bénéfices corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
- procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;
  - prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires ;
  - et, généralement, faire dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

*Par la 20<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé d'augmenter le capital de 77.114 euros, au profit des salariés de la Société et du Groupe, par l'émission de 636.726 actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.*

Nous vous demandons que l'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, décide en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société, une augmentation du capital aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L.3332-24 du Code du travail, d'un montant nominal de 77.114 euros (soixante-dix sept mille cent-quatorze euros), par émission de 636.726 (six cent trente six mille sept cent vingt six) actions. Le prix sera fixé conformément aux dispositions de l'article L3332-19 alinéa 3 du Code du Travail.

*Par la 21<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de limiter les autorisations visées aux résolutions 18 à 20 à 8% du capital de la société.*

Nous vous proposons que l'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide que le cumul des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les trois résolutions qui précèdent à 8% du capital social de la société à la date de leur attribution ou de leur émission, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions ordinaires de la société à émettre au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires.

*Par la 22<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de donner au Conseil les pouvoirs nécessaires pour procéder à la réalisation des augmentations visées dans les résolutions qui précèdent*

Nous vous demandons que l'Assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec subdélégation à son Président, à l'effet de procéder à la réalisation de la ou des augmentations de capital sus mentionnées, constater les libérations en numéraire ou par compensation et plus généralement prendre toutes mesures permettant la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital susmentionnées, et modifier, corrélativement, les articles des statuts faisant mention du montant du capital.

*La 23<sup>ème</sup> résolution est la résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.*

## 1. RESOLUTION

*(Pouvoirs à conférer pour la partie ordinaire et la partie extraordinaire)*

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes les formalités requises.

*Les trois premières résolutions se rapportent à l'approbation des comptes sociaux et consolidés de l'année 2013 et à l'affectation du bénéfice en résultant. Les comptes sociaux font apparaître un bénéfice qui s'élève à 597.478 euros, et les comptes consolidés un bénéfice net de 1.021.944 euros. Par la 4<sup>ème</sup> résolution, il vous est demandé de donner quitus aux administrateurs pour leur gestion et l'exercice de leur fonction.*

*Nous vous proposons d'approuver les opérations reflétées par le compte de résultat et le bilan de la Société qui vous sont soumis, puis de statuer sur l'affectation du bénéfice de 597.478 euros au report à nouveau, qui serait ainsi porté de - 16.714.782 euros à - 16.117.304 euros, et de donner quitus aux administrateurs pour l'exercice de leur fonction au titre de l'année 2013.*

La **1<sup>ère</sup>** concerne l'approbation des comptes annuels de la Société qui font apparaître un bénéfice de 597.478 euros.

La **2<sup>ème</sup> résolution** concerne l'approbation des comptes consolidés de la Société qui font apparaître un bénéfice de 1.021.944 euros.

La **3<sup>ème</sup> résolution** concerne l'affectation du résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 597.478 euros, au report à nouveau, qui serait ainsi porté de - 16.714.782 euros à - 16.117.304 euros.

La **4<sup>ème</sup> résolution** concerne le quitus à donner aux administrateurs s'agissant de leurs fonctions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La **5<sup>ème</sup> résolution** a pour objet de faire valider par l'Assemblée Générale :

- le renouvellement de la convention d'assistance entre VALTECH SA et SKYJET Ltd jusqu'au 30 mars 2015 pour des honoraires qui pourront varier entre 543.750 et 720.000€,

- sa modification par avenant prévoyant des honoraires exceptionnels de 195.000 €, telle qu'approuvée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 31 octobre 2013 ;

- Les honoraires réglés en 2013 :

- 345.000 € d'honoraire fixe
- et de 195.000 € à titre d'honoraire exceptionnel

- et la fixation des honoraires variables au titre de l'année 2013 à un montant de 226.000 €, par le Conseil lors de sa réunion du 28 janvier 2014

A titre de rappel, les honoraires variables fixés au titre de l'année 2012 et réglés en 2013 avaient été approuvés par l'Assemblée du 26 avril 2013, à un montant de 168.750 euros €.

La **6<sup>ème</sup> résolution** a pour objet de faire valider par l'Assemblée Générale l'attribution de 10 829 249 BSAR au prix unitaire de souscription de 0,03€, au Président Directeur Général ; tous les BSAR ont été souscrits, donnant ainsi lieu au versement d'un montant de 324.877,47 euros. Ces BSAR, qui pourront être exercés en deux fois à partir du 12 juillet 2016 et du 12 juillet 2017, donneront droit, après exercice et versement d'un montant de 2.923.897 euros, à 1.353.656 actions.

La **7<sup>ème</sup> résolution** a pour objet de proposer au renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 13 juin 2013 de faire acheter, par la Société, ses propres actions, pendant une durée de 18 mois.

Le prix maximum est fixé à 10 euros, contre 5 euros précédemment, en raison notamment de l'évolution du cours de bourse. Le nombre maximal des achats est limité à 10% du nombre d'actions composant le capital social de la Société, sous déduction des actions déjà détenues. Ce nombre est ramené à 5% pour les actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à titre de paiement pour des opérations d'échanges, fusions, apports de croissance externe.

Au 31 décembre 2013, 1.646 actions étaient auto-détenues au titre d'un contrat de liquidité signé avec Aurel BGC.

Les objectifs de programme de rachat d'actions sont détaillés dans la 7<sup>ème</sup> résolution, soit en vue de

- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- De l'attribution ou de la cession (avec ou sans décote) d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi (notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail) ; ou
- De l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code du commerce ; ou
- De la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- De l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou
- De la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- De l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

### *III. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extra-Ordinaire*

Les **8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, et 10<sup>ème</sup> résolution** concernent *la transformation de la Société de société anonyme en société européenne. En effet, la Société réalise près de 68% de son chiffre d'affaires, et concentre environ 50% de ses effectifs en Europe, avec une répartition tant de son chiffre d'affaires que de ses effectifs, en Allemagne, France, Royaume-Uni, Danemark et Suède.*

*C'est la raison pour laquelle, le Conseil d'administration de la Société a mené une réflexion afin de traduire cette dimension européenne renforcée, tant vis-à-vis de ses salariés que de ses clients, dans la forme juridique de la société. Il est ainsi proposé de faire évoluer le statut de Valtech d'une société anonyme vers une Société Européenne.*

*Cette forme sociale présente l'avantage de bénéficier d'un socle formé par un dispositif homogène et reconnu au sein de l'Union européenne. Elle facilite ainsi la création de succursales au sein de l'UE et constitue un atout dans le cadre des procédures d'appel d'offres.*

*Cette transformation a aussi pour objectif d'affirmer l'envergure européenne du groupe et son caractère international à l'égard des partenaires internationaux.*

*Dans la **8<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale d'approuver la transformation, étant précisé que cette transformation ne modifie ni le capital de la société, ni sa durée, ni l'exercice social, de même que sont maintenus les mandats des administrateurs comme ceux des commissaires aux comptes, ainsi que les délégations dont bénéficiait le Conseil d'administration ; la transformation n'entraîne pas la dissolution de la Société.*

***Par la 9<sup>ème</sup> résolution**, il est demandé à l'Assemblée d'approuver le fait que, en raison de la transformation, Valtech SA se dénommera Valtech SE, à l'issue du processus de transformation.*

***La 10<sup>ème</sup> résolution** propose les quelques modifications de statuts strictement nécessaires à la transformation à savoir :*

#### **ARTICLE 1er - FORME**

*Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.*

*La Société, initialement constituée sous forme de société anonyme, a été transformée en société européenne (Societas Europaea ou « SE ») par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 25 avril 2013. Elle est régie par les dispositions communautaires et nationales en vigueur ainsi que les présents statuts.*

#### **ARTICLE 2 – OBJET**

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, en Europe et à l'extérieur de l'Europe, toutes prestations de services et distribution de produits dans le domaine informatique et toutes prestations d'analyse, de conseil en gestion, management, organisation, logistique, systèmes informatiques, ainsi que tous travaux s'y rattachant.

(...)

## ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est : VALTECH

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société Anonyme Européenne » ou des initiales « SASE » et de l'indication du montant du capital social.

## ARTICLE 24 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

(...)

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'actions représentant 10 % au moins du capital souscrit peuvent également demander au conseil d'administration de convoquer et de fixer l'ordre du jour de l'assemblée d'actionnaires.

## ARTICLE 29 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

(...)

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix exprimées, qui ne comprennent pas les votes blancs ou nuls dont disposent ldes actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

## ARTICLE 30 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(...)

L'Assemblée Générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, qui ne comprennent pas les votes blancs ou nuls dont disposent ldes actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

## ARTICLE 38 – TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société anonyme d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

(...)

Pour assurer le financement des investissements de croissance de la Société, il vous est proposé d'accorder plusieurs délégations au Conseil d'administration, qui figurent en particulier dans les **Résolutions 11 à 17**.

**La 15<sup>ème</sup> Résolution** prévoit un plafond applicable à ces résolutions, étant entendu que les plafonds sont fixés compte tenu du nominal des actions ordinaires à émettre au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires.

Par **la 11<sup>ème</sup> résolution**, il est demandé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation permettant au Conseil d'émettre, avec maintien du Droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires ainsi que tous titres financiers pouvant donner accès au capital.

Le montant nominal est limité à 1.500.000 euros, soit 58,4% du capital, et 50.000.000 euros pour les titres financiers qui seraient des titres de créance.

Cette délégation est valable pour une durée de 26 mois et vient remplacer la délégation, objet de la 1<sup>ère</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2011, portant sur i) 1.500.000 euros, soit 64% du capital, et ii) 10.000.000 euros pour les titres financiers qui seraient des titres de créance, qui n'avait pas été utilisée.

*pas été utilisée.*

## **2. RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la société et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux articles L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce :

– délègue au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence pour décider l'émission, à titre onéreux ou gratuit, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

– décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 1,5 millions d'euros en nominal, étant précisé que ce plafond est fixé compte tenu du nominal des actions ordinaires de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires.

– décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Les créances émises pourront revêtir toute forme ou durée, être émises en toutes devises ou unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, assorties d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet de l'octroi de garanties ou sûretés, d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 50 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant (i) ne comprend pas la ou les primes de remboursement au dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par la résolution qui suit (iii) mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce. La durée des emprunts autres que ceux qui seraient représentés par des titres à durée indéterminée, ne pourra excéder 15 ans. Les titres ainsi émis pourront en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le conseil d'administration pourra en outre instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ordinaires ou aux valeurs mobilières émises conformément aux dispositions légales.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission définie ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après ou certaines d'entre elles : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son

choix (actionnaires ou non), ou (iii) offrir au public, en faisant publiquement appel à l'épargne, tout ou partie des titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'assemblée générale décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes et, qu'en cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société et, s'agissant des titres de créances, leur éventuel rang de subordination.

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, pour procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir - en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la **12<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé d'accorder au Conseil, pour 26 mois, la compétence de décider d'augmenter le capital social avec offre au public dans la limite de i) 1.500.000 d'euros au nominal, soit 58,4% du capital, et ii) 50 millions d'euros pour les titres financiers qui seraient des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription avec offre au public des actions ordinaires ainsi que tous titres financiers donnant accès au capital de la société.*

*Un droit de priorité est conféré aux actionnaires pendant un délai de 5 jours minimum.*

*Ces titres financiers pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, selon et conformément aux dispositions de l'article L225-148 du Code de commerce ; dans ce cas, le droit de priorité est inapplicable de droit.*

*La faculté d'émettre sans droit préférentiel de souscription permettrait au Conseil de réaliser des opérations avec une procédure allégée et dans des délais courts.*

### **3. RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la société et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, avec offre au public*

L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-134, L.225-136, L.225-148, L228-92 et suivants du Code de commerce :

- Met fin avec effet immédiat aux délégations de compétence conférées précédemment.

- Délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger (soit en euros, soit en toute autre monnaie), l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public, d'actions ordinaires de la société ainsi que de tous titres financiers de quelque nature que ce soit donnant accès immédiat ou à terme au capital de la société, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation.
- Est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence.
- Ces titres financiers pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, selon et conformément aux dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce.
- Décide que le montant nominal ou de pair des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 1,5 M d'euros (soit 58,36 % du capital à ce jour), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal ou de pair des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits de porteurs de titres financiers donnant accès au capital social.
- Dans l'hypothèse où des titres de créances seraient émis en vertu de la présente délégation, le montant nominal maximum des titres de créances ainsi émis ne pourra être supérieur à 50 M d'euros, ou à sa contre-valeur en devises étrangères.
- Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actions aux actions ordinaires et aux titres financiers à émettre, étant entendu que le Conseil d'Administration devra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité (droit de priorité), pendant un délai qui ne saurait être inférieur à cinq jours. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réduction ; étant précisé que ce Droit de Priorité ne pourra s'appliquer dans le cadre d'une offre publique d'achat.
- Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de titres financiers telles que définies ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra, à son choix dans l'ordre qu'il estimera opportun, faire l'usage des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce.
- Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la société, susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces titres financiers donnent droit.
- Décide que le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission.
- Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, fixer les conditions d'émission et de libération, constater la réalisation de l'augmentation de capital social en résultant le cas échéant, procéder à tous les ajustements afin de prendre en compte l'incidence de l'opération sur le capital de la société et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de titres financiers donnant à terme accès au capital social, conformément aux dispositions légales et réglementaires ; procéder à toutes modifications corrélatives des statuts. En outre, le Conseil d'Administration pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous les accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées.

- Décide qu'en cas d'émission d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de la société à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange sur des titres d'une société qui sont admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L.225-148 du Code de commerce, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec la faculté de subdélégation dans les limites fixées par la loi, à l'effet notamment de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte à verser, de constater le nombre de titres apportés à l'échange ainsi que le nombre d'actions ordinaires ou de titres financiers à créer en rémunération ; de déterminer les dates, les conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance des actions ordinaires nouvelles, ou le cas échéant, des titres financiers donnant accès au capital de la société ; d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale ou de pair ; de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « Prime d'apport », de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée.
- Décide qu'en cas d'émission de titres financiers qui seraient des titres de créance, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la société.
- Le Conseil d'Administration rendra compte aux actionnaires de l'utilisation qui aura été faite de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L.225-100 du Code de commerce.
- La délégation ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable pour une durée de 26 mois à compter de ce jour.

*Dans la 13<sup>ème</sup> résolution, il vous est demandé de renouveler la 2<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2011, qui n'a pas été utilisée.*

*La délégation prévue à la 13<sup>ème</sup> résolution a pour objet l'émission d'actions ordinaires et de titres de créance aux fins de placement privé. Cette délégation emporte suppression des droits de souscriptions des actionnaires. Elle porte sur 20% du capital et 20.000.000 d'euros à titre de titres de créance (contre 10 millions précédemment) par période de 12 mois.*

*Elle a une durée de 26 mois.*

#### **4. RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires de la société et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier).*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-135, L.225-136 et L. 228-92 du Code de commerce:

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;

– délègue au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence à l'effet de procéder, par offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, à l'émission (i) d'actions ordinaires de la société et/ou (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires et valeurs mobilières ;
- décide, qu'en application de l'article L.225-136 alinéa 3 du Code de commerce, le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la société, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est limité à 20 % du capital social, par période de 12 mois, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires ;
- décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. S'appliqueront pour leur émission, pendant leur existence et pour leur accès à des actions ordinaires, leur remboursement, leur rang de subordination ou leur amortissement, les dispositions concernant les valeurs mobilières de même nature pouvant être émises sur le fondement de la précédente résolution. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 20 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé (i) que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par la précédente résolution (iii) mais que ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce.

Si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le conseil d'administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée, les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires, et, s'agissant des titres de créance, leur éventuel rang de subordination, étant précisé que :

A. le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

B. le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « A » ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir, ou en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président, le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

**Par la 14<sup>ème</sup> résolution**, il vous est demandé de renouveler la délégation (6<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2011) non utilisée, permettant au Conseil d'émettre des actions ordinaires ou tous titres financiers donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en

*nature constitués d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de sociétés tierces. Cette délégation serait valable 26 mois.*

## **5. RESOLUTION**

*(Délégation consentie au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des titres financiers donnant accès au capital dans la limite de 10%, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués d'actions ou de titres financiers de sociétés tierces en dehors d'une OPE)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;

– délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, les pouvoirs à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises.

Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10 % du capital de la société (tel qu'existant à la date de la présente assemblée).

L'assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour arrêter la liste des titres de capital ou des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

*Par la 15<sup>ème</sup> résolution, il est proposé de fixer à 2.000.000 d'euros, soit à 77,8% du capital, le montant nominal ou de pair maximum des augmentations de capital social immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les résolutions 11 à 14 et à 70.000.000 euros le montant nominal maximum des titres financiers qui seraient des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par ces résolutions.*

## **6. RESOLUTION**

*(Limitation des autorisations pour les Résolutions 11 à 14).*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, et comme conséquence de l'adoption des cinq résolutions qui précèdent, décide de fixer à 2 millions d'euros, le montant nominal maximum des

augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, et à 70 millions d'euros, ou sa contre-valeur en devises étrangères, le montant nominal maximum des titres financiers qui seraient des titres de créances, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les résolutions 11 à 14, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions ordinaires de la société à émettre au titre des ajustements effectués pour protéger les titulaires.

*Par la **16<sup>ème</sup> résolution**, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil, en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission.*

*Cette autorisation est limitée aux émissions décidées en application des résolutions 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> à 10% du capital par période de 12 mois.*

## **7. RESOLUTION**

*(Autorisation au conseil d'administration, en cas d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale).*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce :

— autorise le conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, pour chacune des émissions décidées en application des résolutions n°12 et 13 et dans la limite de 10 % du capital de la société (tel qu'existant à la date de la présente assemblée) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :

A. Le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne des cent vingt derniers jours de bourse avec une décote de 5 % ;

B. Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, ou en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires d'une filiale, par la filiale, majorée, le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société, ou la filiale selon le cas, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa « A » ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le montant nominal total d'augmentation de capital de la société résultant des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond d'augmentation de capital fixé par les résolutions qui précèdent.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la **17<sup>ème</sup> résolution**, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil, le cas échéant, d'augmenter la taille d'une émission qui aurait été décidée dans le cadre des 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> résolutions, en cas de sur-souscription. L'augmentation de capital complémentaire qui pourrait ainsi intervenir ne pourra excéder 15% de l'émission initiale et devra être réalisée au même prix et aux mêmes conditions.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 26 mois et serait soumise au plafond prévu à la résolution n°15.*

## **8. RESOLUTION**

*(Délégation au conseil d'administration à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire lors de la réalisation d'une augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription dans la limite de 15% de l'émission initiale).*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et statuant conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à toute délégation donnée antérieurement le cas échéant et ayant un objet identique ;

– autorise, pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée, le conseil d'administration à décider, dans les trente jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, pour chacune des émissions décidées en application des 11<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> résolutions l'augmentation du nombre de titres à émettre, dans la limite de 15 % de la limite initiale, sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la 18<sup>ème</sup> résolution, il vous est proposé de renouveler la délégation permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaire de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.*

*Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions, soit 7% du capital.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 18 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.*

## **9. RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires).*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux articles L. 225-129, L225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce :

- délègue au conseil d'administration, pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces valeurs mobilières au profit des catégories de bénéficiaires suivantes : les membres du comité de direction de la société comprenant des administrateurs ainsi que l'ensemble du personnel de la société et de ses filiales;

- décide que le nombre global des actions susceptibles d'être émises, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 1,5 millions d'actions, ou tel montant inférieur fixé par la loi,

- décide que le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente délégation sera fixé sur la base du rapport établi par un expert indépendant conformément à l'article 262-1 du Règlement Général de l'AMF ;

- décide que le conseil d'administration, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation dans les conditions prévues par la loi, notamment à l'effet de :

- décider l'augmentation de capital,
- arrêter les caractéristiques, nature, montant et modalités de toute émission ainsi que des valeurs mobilières émises, leurs conditions de souscription ou d'exercice, le cas échéant par catégories de bénéficiaires,
- arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories de bénéficiaires susmentionnés et le nombre de valeurs mobilières à attribuer à chacun d'eux ;
- décider du montant de l'augmentation de capital, sur la base du rapport établi par un expert indépendant,
- déterminer les dates et modalités de l'émission des valeurs mobilières,
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

L'assemblée générale prend acte de ce que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le conseil d'administration pourra, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, déléguer au président le pouvoir qui lui est conféré au titre de la présente résolution.

*Par la **19<sup>ème</sup> résolution**, il vous est proposé de renouveler la délégation (14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 14 mai 2012) permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à l'attribution gratuites d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.*

*Conformément à la loi, les attributions d'actions gratuites ne peuvent concerner les salariés ou mandataires sociaux qui détiennent plus de 10% du capital.*

*Le pourcentage maximum de cette autorisation s'élève à 7% du capital social des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaire de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.*

*Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions.*

*Cette délégation serait valable pour une durée de 36 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.*

## **10. RESOLUTION**

*(Autorisation à l'effet de procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des mandataires sociaux et/ou aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées ou certains d'entre eux)*

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- Met fin à toutes autorisations précédentes ayant eu le même objet
- autorise le conseil d'administration à procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société, ou des sociétés dont 10% au moins du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou indirectement par la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre ;

- fixe le pourcentage maximal du capital social pouvant être ainsi attribué à 7 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le conseil d'administration ;
  - fixe à trente-huit mois le délai pendant lequel cette autorisation peut être utilisée par le conseil d'administration ;
  - fixe à deux ans la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive, mais dit que toute attribution sera définitive avant le terme de cette période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
  - fixe à deux ans la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires courant à compter de l'attribution définitive des actions, étant toutefois rappelé que les actions sont librement cessibles en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant à leur classement dans les catégories précitées du Code de la sécurité sociale.
  - rappelle qu'à l'issue de la période d'obligation de conservation, les actions ne peuvent pas être cédées :
- (iii) dans le délai de dix séances de bourse précédant et de trois séances de bourse suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics ;
- (iv) dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ;
- dit que le conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions mentionnées supra, les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution desdites actions ;
  - dit que le Président du conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, pourront se voir attribuer des actions de la Société dans les mêmes conditions que les membres du personnel salarié, et ce dans le respect des conditions mentionnées à l'article L. 225-197-6 du même Code ;
  - rappelle (i) qu'il ne pourra pas être attribué d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux détenant chacun plus de 10 % du capital social et (ii) qu'une attribution gratuite d'actions ne peut pas non plus avoir pour effet que les salariés et les mandataires sociaux détiennent chacun plus de 10 % du capital social.
  - décide que tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration à l'effet de :
  - fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
  - déterminer l'identité des bénéficiaires ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
  - déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et de conservation et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires.
- Le cas échéant :
- constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer ;
  - décider, le moment venu, la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
  - procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;

- prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires ;
- et, généralement, faire dans le cadre de la législation en vigueur, tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

Par la **20<sup>ème</sup> résolution**, il vous est proposé d'augmenter le capital de 77.114 euros, au profit des salariés de la Société et du Groupe, par l'émission de **636.726** actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

## 11. RESOLUTION

Par la **12<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale d'accorder au Conseil, pour 26 mois, la compétence de décider d'augmenter le capital social avec offre au public dans la limite de i) 1.500.000 d'euros au nominal, soit 58,4% du capital, et ii) 50 millions d'euros pour les titres financiers qui seraient des titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription avec offre au public des actions ordinaires ainsi que tous titres financiers donnant accès au capital de la société.

Un droit de priorité est conféré aux actionnaires pendant un délai de 5 jours minimum.

Ces titres financiers pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, selon et conformément aux dispositions de l'article L225-148 du Code de commerce ; dans ce cas, le droit de priorité est inapplicable de droit.

La faculté d'émettre sans droit préférentiel de souscription permettrait au Conseil de réaliser des opérations avec une procédure allégée et dans des délais courts.

Dans la **13<sup>ème</sup> résolution**, il est demandé à l'Assemblée Générale de renouveler la 2<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 26 juillet 2011, qui n'a pas été utilisée.

La délégation prévue à la 13<sup>ème</sup> résolution a pour objet l'émission d'actions ordinaires et de titres de créance aux fins de placement privé. Cette délégation emporte suppression des droits de souscriptions des actionnaires. Elle porte sur 20% du capital et 20.000.000 d'euros à titre de titres de créance (contre 10 millions précédemment) par période de 12 mois.

Elle a une durée de 26 mois.

**Par la 14<sup>ème</sup> résolution**, il est demandé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation (6<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 26 juillet 2011) non utilisée, permettant au Conseil d'émettre des actions ordinaires ou tous titres financiers donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital, sans droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports en nature constitués d'actions ordinaires ou de titres financiers donnant accès au capital de sociétés tierces. Cette délégation serait valable 26 mois.

Par la **15<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de fixer à 2.000.000 d'euros, soit à 77,8% du capital, le montant nominal ou de pair maximum des augmentations de capital social immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les résolutions 11 à 14 et à 70.000.000 euros le montant nominal maximum des titres financiers qui seraient des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations conférées par ces résolutions.

Par la **16<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation permettant au Conseil, en cas d'émission d'actions ou de valeur mobilières donnant accès à des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission.

Cette autorisation est limitée aux émissions décidées en application des résolutions 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> à 10% du capital par période de 12 mois.

Par la **17<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation permettant au Conseil, le cas échéant, d'augmenter la taille d'une émission qui aurait été décidée dans le cadre des 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> résolutions, en cas de sur-souscription. L'augmentation de capital complémentaire qui pourrait ainsi intervenir ne pourra excéder 15% de l'émission initiale et devra être réalisée au même prix et aux mêmes conditions.

Cette délégation serait valable pour une durée de 26 mois et serait soumise au plafond prévu à la résolution n°15.

Par la **18<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaire de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions, soit 7% du capital.

Cette délégation serait valable pour une durée de 18 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.

Par la **19<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler la délégation (14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 14 mai 2012) permettant au Conseil de procéder, au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ceux du Groupe, à l'attribution gratuites d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Conformément à la loi, les attributions d'actions gratuites ne peuvent concerner les salariés ou mandataires sociaux qui détiennent plus de 10% du capital.

Le pourcentage maximum de cette autorisation s'élève à 7% du capital social des émissions de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions ordinaire de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Le nombre d'actions susceptibles d'être émises ne peut être supérieur à 1,5 millions.

Cette délégation serait valable pour une durée de 36 mois, et est soumise au plafond prévu à la résolution n°21.

Par la **20<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale d'augmenter le capital de 77.114 euros, au profit des salariés de la Société et du Groupe, par l'émission de **636.726** actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Par la **21<sup>ème</sup> résolution**, il est proposé à l'Assemblée Générale de limiter les autorisations visées aux résolutions 18 à 20 à 8% du capital de la société.

Par la **22<sup>ème</sup> résolution**, il est demandé à l'Assemblée Générale de donner au Conseil les pouvoirs nécessaires pour procéder à la réalisation des augmentations visées dans les résolutions qui précèdent

La **23<sup>ème</sup> résolution** est la résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.

